

CSE 26.09.2024 : Vision et valeurs ? De qui se moque-t-on au vu des perspectives à venir !

Alors que vous nous présentez ce jour en CSE la Situation Economique et Financière de France Travail 2023 et le budget 2024, nous sommes déjà en droit de porter des alertes fortes sur les perspectives de notre établissement sur l'année 2025 :

- Le rapport de l'Inspection Générale des Affaires Sociales (IGAS) et de l'Inspection Générale des Finances (IGF), réalisé en avril 2024 et publié ce 5 septembre, dénonce un accroissement global des moyens de France Travail et **recommande la restitution de 700 emplois en 2025 à France travail** (alloués lors du Pacte de remobilisation).
- Dans cette même perspective, le Conseil d'Administration de France Travail du 17 juillet dernier a pris connaissance des **gains d'efficience supplémentaires, présentés par la DG et attendus d'ici 2027 représentant 2900 Equivalents Temps Plein Travaillé (ETPT) et la prise en charge sans renforts du triplement des contrôles de la recherche d'emploi, ce qui représente 600 ETPT.**
- Et dans ce contexte de réduction des effectifs, un nouveau Directeur Général Adjoint est nommé à la Direction Générale. Sans personnaliser la problématique, ce nouveau DGA a fait toute sa carrière dans l'automobile et a dirigé la société Toyota dont **nous connaissons clairement les attendus de leur politique du Lean management et du Lean manufacturing.**

De même, lors du CSEC des 11 et 12 septembre, il nous a été présenté, en vue d'une consultation « l'évolution du processus d'inscription au contrat d'engagement ». **Il ne s'agit pas simplement d'un changement de paradigme mais bien la volonté d'un changement d'orientation de nos missions de Service Public, qui va impacter, au-delà de nos missions, nos métiers et nos emplois, dans un contexte de réduction d'effectifs, de concurrence entre opérateurs du SPE et de recours massif aux opérateurs privés de placement.**

- Dans la continuité, les attendus du gouvernement sur la mise en œuvre du Réseau pour l'Emploi nous apportent de **vraies interrogations sur le devenir de nos collègues en CDD** en raison d'une baisse prévue de financement des partenaires impactant l'effectif hors plafond (relevant du financement de postes en collègues CDI, remplacés par des collègues en CDD).
- Et enfin, après les notes de cadrage, transmis par le 1^{er} ministre démissionnaire, demandant des réductions budgétaires au ministère du travail afin d'amplifier encore sa politique austéritaire, nous ne pouvons qu'être inquiets, dans l'attente de la loi de finances 2025, **face à ce nouveau gouvernement droitier prônant la baisse des effectifs des Service Publics pour répondre au déficit budgétaire**, dont le gouvernement précédent est en partie responsable du fait de ses choix libéraux.

Et pendant ce temps sur les sites et services... Et malgré ce contexte... Vous prônez, ou plutôt vous contraignez, aux ateliers vision valeurs, basés initialement sur le volontariat et devenu obligatoires (avec un objectif de 80% de présence). Mais quels sont la vision et les valeurs que vous véhiculez, Monsieur le Directeur Régional ? **Prenons l'exemple du Directeur Territorial Somme, en charge de diffuser votre discours Monsieur le Directeur, puisque c'est sa responsabilité, et nous vous présentons ici quelques éléments :**

- Quand il vient en réunion sur un site et informe la direction locale de sa présence, il impose la présence de tout le personnel et ainsi demande le refus des récupérations horaires posées le vendredi après-midi, qui pourtant doivent être validées automatiquement sauf lors des réunions mensuelles obligatoires. **Il bafoue donc l'application d'un accord !**
- Lors de ces réunions, outre la pression mise sur les indicateurs et notamment sur les sortants de formation, il annonce, comme perspective 2025, la fin des CDD avant la fin de l'année 2024, et ce devant des collègues concernés. **Il applique donc une politique RH inhumaine.**
- Pour aller plus loin, il regrette même les choix effectués lors des expérimentations RSA, notamment sur des postes financés par les Conseils Départementaux, et ainsi annonce avec les obligations de la loi Plein emploi devant se mettre en œuvre au 1^{er} janvier 2025, un recours massif à la sous-traitance, à moins que les collègues aient d'autres propositions à lui porter. **Il prône ainsi une politique libérale du Service Public de demain.**

En conclusion, pour surement mettre en avant la vision libérale attendue du gouvernement, votre Directeur Territorial porte des valeurs inhumaines, tout en garantissant le non-respect des droits existants des agents. Si c'est ce discours que vous souhaitez partager, Monsieur le Directeur, arrêtez de suite les ateliers vision et valeurs ; si tel n'est pas le cas, faites cesser de suite les dérives de votre DT. Alors que vous présentez ce jour le Papripact, et les mesures de prévention, notamment sur les Risques Psycho-sociaux, légitimez-vous qu'un de vos représentants soit vecteur lui-même des risques, sans oublier d'ailleurs sa présence quasi quotidienne sur le site d'Amiens Gare, à croire que le site de la DT Somme a déménagé sans que nous en soyons informés.

Au vu du contexte social et politique actuel, en perspective des fortes modifications prévues pour 2025, impactant nos missions, nos métiers et nos emplois, la CGT porte d'autres revendications !

Il est encore temps d'agir ENSEMBLE : Nous appelons l'ensemble des collègues à être en grève et dans les manifestations le Mardi 1^{er} Octobre 2024 !

